



**RAPPORT SOMMAIRE**

# FINANCEMENT DURABLE II

JANVIER 2021



## À PROPOS DU FPP

**Bonnes politiques. Meilleur Canada.** Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différents participants et participantes au processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des enjeux et apporter de nouveaux points de vue et de nouvelles idées dans le débat sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques est essentielle à la création d'un Canada meilleur – un pays cohésif, prospère et sûr. Nous y contribuons en :

- Réalisant des recherches sur des questions cruciales;
- Favorisant des dialogues sincères sur des sujets de recherche;
- Célébrant le travail de leaders exceptionnel.le.s.

Notre approche, appelée « de l'inclusion à la conclusion », mobilise des interlocuteurs et interlocutrices, connu.e.s ou non, qui nous aident à tirer des conclusions afin de cerner les obstacles à la réussite et de trouver des pistes de solutions.

Le FPP est un organisme de bienfaisance indépendant et non partisan qui compte parmi ses membres différents organismes privés, publics et à but non lucratif.

© 2021, Forum des politiques publiques

1405 - 130, rue Albert

Ottawa, ON, Canada, K1P 5G4

613.238.7858

ISBN : 978-1-77452-065-9

[ppforum.ca](http://ppforum.ca)

[@ppforumca](https://twitter.com/ppforumca)

# REMERCIEMENTS À NOS PARTENAIRES

CIB  BIC



I V E Y f o u n d a t i o n

# TABLE DES MATIÈRES

Contexte.....	1
Enseignements tirés des discussions sur le financement durable 2.....	3
Session 1 : Améliorer les données et les analyses climatiques au Canada pour permettre un financement durable.....	4
Session 2 : Développer un plan de mobilisation des capitaux pour la transition vers une économie à faibles émissions de carbone .....	9
Session 3 : Améliorer le financement durable par une taxonomie de transition canadienne et un marché canadien des instruments verts à taux fixe .....	13
Session 4 : Soutenir l'industrie pétrolière et gazière du Canada par le recours au financement durable.....	16
Annexe.....	21
Présentation et experts et expertes pour la session 1 : Améliorer les données et les analyses climatiques au Canada pour permettre le financement durable .....	21
Présentation et experts et expertes pour la session 2 : Développer un plan de mobilisation des capitaux pour la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.....	21
Présentation et experts et expertes pour la session 3 : Améliorer le financement durable par l'entremise d'une taxonomie de transition canadienne et d'un marché canadien des instruments verts à taux fixe ...	22
Présentation et experts et expertes pour la session 4 : Soutenir l'industrie pétrolière et gazière du Canada par le recours au financement durable .....	22

# CONTEXTE

Le financement durable joue un rôle clé dans la mobilisation des capitaux pour soutenir les investissements à long terme dans les activités et projets économiques durables. Il tient compte de considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) lors de la prise d'une décision d'affaires ou d'investissement qui promeut la durabilité environnementale et la prospérité économique à long terme. Le Groupe d'experts définit le financement durable comme :

**les activités de gestion des risques (comme l'assurance et l'évaluation des risques) liés aux flux de capitaux (comme le reflètent le prêt et l'investissement) et les processus financiers (y compris les divulgations, l'évaluation et la surveillance) qui assimilent les facteurs environnementaux et sociaux comme un moyen de promouvoir la croissance économique durable et la stabilité à long terme du système financier. Les conditions nécessaires à une croissance économique durable doivent répondre aux besoins actuels sans pour autant compromettre l'avenir<sup>1</sup>.**

En 2018, le FPP a organisé une première série de tables rondes sur le financement durable pour soutenir les travaux du Groupe d'experts en financement durable, un groupe d'experts et expertes nommé par le gouvernement fédéral et présidé par Tiff Macklem, alors doyen de la Rotman School of Business de l'Université de Toronto. Des sessions ont été organisées par le FPP, en partenariat avec la Fondation Ivey, la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Ville de Vancouver, Environnement et Changement climatique Canada, RBC Banque royale et Suncor, dans cinq villes canadiennes : Calgary, Montréal, Ottawa, Toronto et Vancouver. Ces sessions ont permis aux membres du Groupe d'experts d'entendre directement les parties prenantes sur de nombreux aspects du financement durable, avec la contribution de représentants et représentantes du monde des affaires, de groupes de réflexion, d'universités et de la société civile.

Publié à la mi-2019, le rapport du Groupe d'experts a suscité une attention considérable des médias et du public. Il a permis de lancer un certain nombre d'efforts concertés pour travailler à la mise en œuvre des recommandations. En guise de suivi, le FPP, avec le soutien du Bureau d'assurance du Canada, de la Fondation Ivey, de la Banque de l'infrastructure du Canada et de CPA Canada, a organisé une deuxième série de discussions nationales virtuelles pour maintenir l'impulsion et faire avancer la discussion sur les considérations pratiques liées à la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'experts.

---

<sup>1</sup> Groupe d'experts en financement durable, « Rapport final du Groupe d'experts en financement durable », 2019, p.2.

Le projet Financement durable 2 a porté sur les recommandations du rapport du Groupe d'experts dans quatre domaines clés : données et analyses climatiques, élaboration d'un plan de mobilisation des capitaux, développement d'une taxonomie de transition et expansion du marché canadien des instruments verts à taux fixe, et soutien à l'industrie pétrolière et gazière par le recours au financement durable. Ces quatre sujets reflètent des domaines où la recherche et le dialogue étaient déjà en cours et où le FPP pourrait donner une impulsion supplémentaire et aider à catalyser le développement de politiques publiques et de pratiques d'affaires liées au financement durable. Quatre tables rondes virtuelles sur les aspects prioritaires du financement durable ont été organisées entre octobre et novembre 2020.

- La première session virtuelle, intitulée « Améliorer les données et les analyses climatiques au Canada pour permettre un financement durable », a eu lieu le 7 octobre;
- La deuxième session virtuelle, « Développer un plan de mobilisation des capitaux pour une transition vers une économie à faibles émissions de carbone », s'est tenue le 28 octobre;
- La troisième session virtuelle, « Améliorer le financement durable par l'entremise d'une taxonomie de transition canadienne et d'un marché canadien des instruments verts à taux fixe », a eu lieu le 6 novembre;
- Et la quatrième session virtuelle, « Soutenir l'industrie pétrolière et gazière du Canada par le recours au financement durable », s'est tenue le 24 novembre.

De plus, une session virtuelle spéciale sur le financement durable a été organisée le 17 novembre. Elle a été animée par Tiff Macklem, gouverneur actuel de la Banque du Canada, et par Barbara Zvan, membre du Groupe d'experts et présidente-directrice générale actuelle de University Pension Plan Ontario. Cette session a permis d'engager une large discussion en matière de politiques pour améliorer le financement durable et l'analyse des risques climatiques au Canada, y compris le rôle joué par la Banque du Canada.

# ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES DISCUSSIONS SUR LE FINANCEMENT DURABLE 2

- 1. Le Canada accuse un retard.** Le Canada est généralement considéré comme accusant un retard par rapport aux développements du financement durable au sein de l'Union européenne et dans certains autres pays. Cependant, le niveau de prise de conscience et d'engagement augmente. Ces dernières années, on a assisté à une forte augmentation de la recherche, des discussions, des conseils en matière de politiques et d'affaires, et des actions sur de nombreux aspects du financement durable.
- 2. Leadership du Groupe d'experts.** Le rapport du Groupe d'experts publié à la mi-2019 est un guide essentiel pour le développement du financement durable au Canada. L'analyse et les recommandations du rapport ont constitué un point d'ancrage important pour les discussions du FPP, et les membres du Groupe d'experts restent des voix actives dans la discussion sur les politiques. Les travaux menés au niveau international sur le financement durable, particulièrement dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, constituent un autre point de référence important.
- 3. Un travail sérieux a commencé.** De nombreux aspects et domaines du financement durable sont désormais pris en compte et développés au Canada. Les priorités et les thèmes identifiés au cours des délibérations du FPP comprenaient l'importance des données et de l'information pour soutenir des décisions efficaces en financement durable, la nécessité d'une certitude en matière de politique et de réglementation tant pour les prestataires que pour les utilisateurs, et la nécessité pour les institutions financières de rentabiliser leur investissement si le marché du financement durable doit se développer. Une recherche indépendante est actuellement menée, des renseignements sur les répercussions climatiques et les risques sont recueillis et analysés, un dialogue sur la politique est engagé, le FPP y jouant un rôle central, et des négociations sont en cours (comme les efforts visant à créer une taxonomie du financement de la transition).
- 4. Le secteur privé en action.** Les secteurs privé et sans but lucratif semblent être en avance sur le gouvernement quant à certaines questions clés du financement durable. Il s'agit notamment du développement d'une taxonomie de transition canadienne, de la collecte et de l'analyse de renseignements climatiques, de l'élaboration d'un plan de mobilisation des capitaux pour une transition vers la carboneutralité, du développement du marché des obligations vertes et d'autres produits d'investissement.
- 5. Engagement accru du secteur public.** Le gouvernement fédéral s'engage davantage dans le financement durable, comme l'illustre la recommandation de mettre sur pied un conseil canadien d'action en matière de finance durable (CCAFD) public-privé. Le CCAFD sera chargé d'élaborer et de

mettre en œuvre des plans de financement durable. De plus, les institutions financières de la Couronne telles que la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) effectuent des investissements qui soutiennent des résultats durables, et l'Énoncé économique de l'automne 2020 a révélé que le gouvernement fédéral émettra des obligations vertes en 2021-2022.

- 6. Alignement souhaité sur les pratiques internationales.** Le Groupe d'experts s'est déclaré favorable à un alignement étroit sur les pratiques internationales, ce qui serait un moyen efficace et efficient de mettre en œuvre les pratiques de financement durable du Canada. Le financement de la transition consacré aux secteurs pétrolier et gazier, au secteur minier et à d'autres secteurs à fortes émissions de carbone est un domaine précis où la politique internationale présente des lacunes et où le Canada pourrait faire preuve de leadership en matière de politiques, si la taxonomie et les normes élaborées sont jugées suffisamment rigoureuses et si les rapports sont transparents.

## SESSION 1 : AMÉLIORER LES DONNÉES ET LES ANALYSES CLIMATIQUES AU CANADA POUR PERMETTRE UN FINANCEMENT DURABLE

### Points saillants

- Les marchés financiers ont besoin de renseignements et d'analyses clairs, complets et de qualité sur les répercussions des changements climatiques. Ces renseignements et analyses peuvent aider à orienter l'allocation du financement durable qui façonnera une économie avec des émissions de GES beaucoup plus faibles.
- Les gouvernements et les entreprises recueillent et analysent déjà l'information climatique. Cependant, l'accès aux renseignements climatiques peut être difficile et coûteux. Ces facteurs contribuent aux défis auxquels fait face le secteur financier.
- La création d'un centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC), tel que recommandé par le Groupe d'experts en financement durable, est nécessaire pour établir une source unique et fiable faisant autorité en matière de données et d'information climatiques relatives au financement durable. Le centre pourrait être créé en priorité dans le cadre du conseil canadien en matière de finance durable (CCAFD). Le CCIAC jouerait un rôle essentiel dans l'amélioration de la transparence, de la divulgation et de l'accès général aux renseignements climatiques.



## Contexte

Un accès asymétrique ou imparfait aux renseignements climatiques peut éloigner l'activité économique des meilleures options disponibles pour faire face aux risques climatiques et tirer parti des possibilités de croissance propre et résiliente. Le déficit existant de renseignements fausse l'évaluation des risques du marché, ralentit les progrès de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et rend l'économie canadienne vulnérable aux répercussions. Dans son rapport final, le Groupe d'experts en financement durable a recommandé la création d'un centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC) à titre de source unique et fiable faisant autorité en matière de données et d'information climatiques relatives au financement durable. Grâce au CCIAC, les entreprises et les institutions financières canadiennes seraient mieux placées pour saisir l'occasion de répondre aux risques climatiques.

La première table ronde était animée par une des auteures du rapport du Groupe d'experts, [Barbara Zvan](#), présidente-directrice générale de University Pension Plan Ontario. Deux rapports récents ont été présentés : le rapport de l'Institut pour l'IntelliProsperité intitulé [Bridging the Transparency Gap in Sustainable Finance](#), et celui du Réseau canadien de l'eau intitulé [Structurer le centre canadien d'information et d'analyse climatiques en vue d'améliorer la gestion municipale des inondations](#). L'objectif de la table ronde était de déterminer les possibilités d'améliorer l'information et l'analyse climatiques.

## Discussion

Les participants et participantes ont fourni une diversité de points de vue sur l'information et l'analyse climatiques. Leurs commentaires portaient à la fois sur l'information et les analyses qui pourraient aider de trois façons : atténuer les répercussions des changements climatiques, aider à s'adapter aux changements climatiques et guider l'adoption de pratiques de financement durable qui façonneront une économie à très faibles émissions de GES. Les gouvernements et les entreprises recueillent et analysent déjà l'information climatique. Toutefois, des barrières à l'utilisation efficace de cette information persistent. La discussion des experts et expertes et des participants et participantes a porté essentiellement sur la façon d'accroître la transparence, la divulgation et l'accès général à cette information pour les décideurs et décideuses politiques, les entreprises (notamment le secteur financier) et le public.

Les marchés financiers ont besoin d'une information claire, complète et de qualité sur les répercussions que les changements climatiques peuvent avoir sur leurs décisions d'affaires et d'investissement. En novembre 2020, s'appuyant sur les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), le gouvernement britannique a annoncé son intention de rendre obligatoire la divulgation de l'information climatique par les grandes entreprises et les institutions financières dans l'ensemble de l'économie d'ici 2025. En comparaison avec le Royaume-Uni, les divulgations liées au climat restent volontaires au Canada.

Un nombre croissant d'entreprises et d'institutions canadiennes divulguent leurs informations liées au climat, et la qualité de ces divulgations varie selon les participants et participantes. L'information est parfois ambiguë et même douteuse. Comme l'a noté Katherine Monahan dans sa présentation, l'absence de données climatiques fiables et cohérentes peut empêcher les marchés financiers d'évaluer correctement les risques et les opportunités liées au climat. Une meilleure information climatique est essentielle pour permettre aux particuliers, aux entreprises, aux investisseurs et aux gouvernements de prendre des décisions éclairées. Alors que les entreprises canadiennes intègrent l'information climatique dans leurs pratiques et rendent largement compte de leur rendement sur le plan ESG, il est urgent d'accélérer cette adaptation pour satisfaire à une nouvelle norme mondiale. Malgré l'augmentation du nombre d'entreprises canadiennes qui divulguent des données climatiques au cours des dernières années, il est nécessaire d'améliorer la qualité des divulgations.

L'accès à l'information climatique peut être difficile et coûteux. Les participants et participantes ont noté que malgré la quantité croissante d'information climatique provenant des divulgations volontaires, cette information existe en différents endroits et sous différents formats. De plus, la qualité de l'information climatique divulguée varie en raison de la diversité des normes de divulgation climatique, telles que la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) et le Climate Disclosure Standards Board (CDSB). De plus, contrairement aux grandes entreprises qui disposent des ressources et de l'expertise nécessaires pour fournir des divulgations de qualité, les petites et moyennes entreprises présentent plus de contraintes et de limites en termes d'expertise et de systèmes. Il sera donc de plus en plus nécessaire de renforcer les capacités et d'encourager ces entreprises à fournir une divulgation de qualité et à réaliser des gains d'efficacité dans les rapports, car dans certains cas, les PME peuvent avoir des attentes similaires à celles des grandes entreprises en matière d'établissement de rapports.

Le secteur financier jouera un rôle essentiel en orientant les flux de capitaux vers des produits, des systèmes, des marchés et des solutions énergétiques plus propres et plus résilients. En particulier, les participants et participantes ont noté que ces facteurs contribuent aux difficultés rencontrées par le secteur financier pour accéder à une information climatique précise, complète et comparable. Ainsi, les investisseurs, les prêteurs et les assureurs ne disposent pas d'une information claire, complète et de qualité nécessaire pour prendre des décisions financières éclairées et gérer les risques qui y sont associés. En plus de soutenir le secteur financier, une meilleure information climatique contribuera également à accroître la littératie en matière de risques climatiques dans l'ensemble de l'économie et de la société, en servant de catalyseur pour prendre des décisions à l'épreuve des changements climatiques. Sans une meilleure information climatique, la société, comme la proverbiale grenouille dans une marmite d'eau bouillante, continuera à ignorer les risques climatiques qui menacent notre économie, notre société et notre mode de vie.

Un centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC) pourrait constituer une source unique et fiable faisant autorité en matière de données et d'information climatiques relatives au financement durable. Comme l'explique le rapport intitulé Bridging the Transparency Gap de l'Institut pour l'IntelliProspérité, un CCIAC pourrait soutenir une meilleure divulgation par les entreprises, encourager les investissements à faibles émissions de carbone et à l'épreuve des changements climatiques, et reconnaître les risques physiques liés aux changements climatiques. Cependant, un CCIAC devrait être une entité multisectorielle encouragée et soutenue par les secteurs public, privé et non gouvernemental.

Cette large conversation a permis de faire ressortir les principes clés d'un CCIAC – il devrait s'agir d'une organisation visant à répertorier et à conserver les données climatiques valorisées et utilisées activement par les entreprises et les décideurs et décideuses politiques. Pendant la discussion, les participants et participantes ont soulevé les défis liés à la confidentialité des données des entreprises et à leur gestion. L'ampleur du changement nécessaire pour transformer les pratiques a également été discutée, ainsi que le rôle de l'intelligence artificielle comme moyen de rassembler et d'analyser les ensembles de données, le rôle potentiel d'un responsable des données, les défis pour les petites entreprises et la possibilité de créer un ensemble de comptes environnementaux.

Un centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC) devrait présenter cinq caractéristiques clés :

1. L'accessibilité doit être facile, large et électronique.
2. Les données provenant de sources vérifiées nouvelles et existantes doivent être précises, fiables, cohérentes et comparables.
3. Le contenu doit être axé sur l'utilisateur (tant le format que l'orientation), interexploitable et aligné sur les normes et meilleures pratiques internationales.
4. L'alignement sur d'autres portails d'information crédibles est souhaitable.
5. L'information disponible auprès des chercheurs et chercheuses et des entreprises pour améliorer les outils d'analyse et d'affaires doit être amplifiée et organisée.

Un centre canadien d'information et d'analyse climatiques (CCIAC) pourrait ainsi aider à :

- Servir de base de données sur les engagements climatiques et les promesses en matière d'émissions de carbone des entreprises;
- Normaliser et harmoniser les divulgations en matière de gaz à effet de serre;

- Encourager et développer une divulgation rigoureuse des données climatiques actuelles et pertinentes de façon à inclure les émissions de niveau 3, qui sont des émissions indirectes de GES résultant des activités dans la chaîne de valeur d'une entreprise déclarante;
- Veiller à ce que les données stockées soient trouvables, accessibles, interexploitables et réutilisables;
- Travailler en collaboration avec diverses sources de détenteurs et de collecteurs de données; et
- Élaborer des scénarios axés sur la façon dont les différentes industries sont exposées à différents types de risques climatiques.

Pour réaliser des progrès, l'interaction entre les groupes de fournisseurs d'informations sera importante pour l'établissement d'un CCIAC. Un engagement et une consultation supplémentaires seront nécessaires parmi les partenaires et les autres participants et participantes engagé.e.s dans la table ronde du FPP pour mieux comprendre et développer les meilleures pratiques. Au minimum et pour progresser dans la création d'un CCIAC, un réseau souple pourrait être mis en place pour recueillir, analyser et diffuser les données. Statistique Canada est une institution clé dans la fourniture de l'information climatique. Des informations complémentaires seront nécessaires de la part des principaux investisseurs institutionnels, des assureurs, des institutions financières, des associations d'entreprises, des acteurs sectoriels, des CPA, des marchés boursiers, du gouvernement fédéral, des provinces et des villes, etc.

Pour les prochaines étapes, d'autres groupes au Canada et à l'étranger possédant une expertise et une expérience devraient être mis à contribution pour soutenir le développement d'un CCIAC au Canada, et les thèmes de la transition et de l'adaptation devraient être mis en évidence. Un participant a proposé qu'une approche par étude de cas aiderait à faire avancer la question, y compris les travaux visant à aligner le concept du CCIAC sur les cadres internationaux.

En fin de compte, il est nécessaire d'intégrer les coûts des risques climatiques dans le système économique par une meilleure information et analyse climatiques. Les décideurs et décideuses politiques et le secteur privé doivent mieux comprendre le risque climatique physique auquel les Canadiens et Canadiennes sont exposé.e.s, et l'importance de s'adapter. En d'autres termes, il est nécessaire de mettre en place une modélisation des risques efficace et transparente, axée sur l'avenir et fondée sur la meilleure information et analyse disponibles.

# SESSION 2 : DÉVELOPPER UN PLAN DE MOBILISATION DES CAPITAUX POUR LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

## Points saillants

- Le Canada a besoin d'un plan stratégique pour financer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone afin de concrétiser ses engagements à atteindre la carboneutralité d'ici 2030.
- Le rapport du Institute for Sustainable Finance (ISF), intitulé *Capital Mobilization Plan for a Low-Carbon Economy*, présente les investissements, par secteur et par région, nécessaires à cette transition.
- Pour soutenir la mobilisation des capitaux, la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) s'efforce de mobiliser la participation du secteur privé à de grands projets d'infrastructure complexes et de grande qualité qui sont dans l'intérêt du public.
- Le Canada a la possibilité de fournir des solutions et des technologies climatiques, et d'attirer les investissements nécessaires pour soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

## Contexte

Si le Canada veut réussir sa transition vers une économie où le taux de croissance est fort et soutenu et où les revenus sont plus élevés, tout en réduisant fortement les émissions, il faudra un volume important de capitaux d'investissement, de financement et de services de gestion des risques – dans l'utilisation et la fourniture d'énergie propre, les technologies propres, l'innovation commerciale, les mesures visant à stimuler l'efficacité énergétique, les infrastructures nouvelles et modernisées et bien d'autres domaines. La table ronde a exploré les sources potentielles de capitaux, de financement et de capacité de gestion des risques, en reconnaissant que le secteur privé devrait être la principale source de capitaux et de prise de risques, et la façon dont ces capitaux et ce financement pourraient être déployés dans les divers secteurs et régions.

La deuxième table ronde était animée par un des principaux experts canadiens en matière de pensions, [Jim Leech](#), chancelier de l'Université Queen's, ancien président-directeur général du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et président du conseil consultatif du Institute of Sustainable Finance. Le rapport du Institute for Sustainable Finance de l'Université Queen's, intitulé [Capital Mobilization Plan for a Canadian Low Carbon Economy](#), a été présenté lors de la table ronde.

## Discussion

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone n'est pas seulement une nécessité environnementale mais aussi une occasion économique. La recommandation n° 1 du Groupe d'experts en financement durable propose de définir le cheminement à long terme du Canada vers une économie à faibles émissions et respectueuse du climat, secteur par secteur, et d'élaborer un plan d'immobilisations. L'intégration des objectifs climatiques du Canada en visions claires de la compétitivité de l'industrie et en plans d'immobilisations rendra plus clair le cheminement vers une économie à faibles émissions et respectueuse du climat. En particulier, le plan d'immobilisations illustrerait l'ampleur et le rythme des investissements nécessaires pour que le Canada concrétise ses objectifs climatiques d'ici 2030 et 2050. Les investissements réalisés pour aider le Canada à atteindre ses objectifs climatiques de 2030 jetteront également les bases de la réalisation de ses objectifs de 2050.

Stimulé par l'impératif économique pour le Canada de mobiliser des capitaux dans le cadre d'une reprise économique postCOVID-19 immédiate et à court terme, le Canada a une occasion historique d'aligner ses objectifs de croissance sur ses transitions à faibles émissions de carbone, comme le fait remarquer Ryan Riordan, coauteur du rapport et professeur agrégé à la Smith School of Business. Ainsi, le Canada peut créer des emplois durables, bâtir des communautés résilientes et favoriser les innovations qui stimulent la croissance économique et l'ingéniosité. Toutefois, il faudra que les gouvernements fédéral et provinciaux, les institutions financières, les investisseurs et le secteur privé déterminent collectivement les occasions de « croissance propre ». Avec des coûts de financement à un niveau historiquement bas, il existe une réelle occasion d'investir dans la réduction des GES et la résilience dans les secteurs à forte intensité de GES tels que le transport et le pétrole et le gaz, ainsi que dans les infrastructures, l'industrie du bâtiment (y compris les rénovations et les nouvelles constructions) et de nombreux autres secteurs.

Le rapport du Institute for Sustainable Finance de l'Université Queen's, intitulé [Capital Mobilization Plan for a Canadian Low Carbon Economy](#), montre, pour la première fois au Canada, les investissements nécessaires par secteur pour la transition du pays vers une économie à faibles émissions de carbone. « Pour réaliser un projet, il faut du financement », a déclaré Ryan Riordan. Le rapport présente deux conclusions claires. Premièrement, le Canada a besoin d'un investissement important, mais loin d'être inatteignable, de 128 milliards de dollars au cours des dix prochaines années pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions d'ici 2030. Deuxièmement, les sources de capitaux privés peuvent jouer et joueront un rôle aussi important que les investissements publics.

Dans un effort visant à réduire les émissions de GES, la stratégie optimale de transition vers une économie à faibles émissions de carbone est celle qui permet d'éliminer le plus d'émissions au coût le plus bas et qui contribue à la croissance du PIB. Le rapport reconnaît que les coûts de réduction varient en fonction des secteurs et des régions. Par exemple, le secteur des transports est le deuxième plus grand émetteur de GES

au Canada et celui dont le coût global de réduction est le plus élevé, ce qui nécessite un investissement en capitaux d'environ 52,6 milliards de dollars. En revanche, le secteur pétrolier et gazier présente des coûts de réduction relativement faibles, mais nécessite le deuxième plus important investissement en capital, soit environ 26,3 milliards de dollars. Chaque secteur mis en évidence dans le rapport illustre les différentes possibilités d'investissement et les différents défis que doivent relever les provinces et territoires pour atteindre l'objectif du Canada d'ici 2030.

Bien que des secteurs précis aient été mis en évidence, chaque facette de la société canadienne devra être décarbonée. Dans le prolongement de son rapport, la prochaine phase de recherche du Institute for Sustainable Finance comprendra une analyse par secteur et par compétence, y compris le type d'instruments de financement nécessaires pour respecter les engagements du Canada d'ici 2030, ainsi que sur la voie vers la carboneutralité.

Les experts et expertes ont souligné deux facteurs comme étant essentiels : le capital et l'innovation. Par rapport à d'autres pays et territoires, le Canada est en tête des destinations d'investissement de confiance pour les financiers canadiens et étrangers. Beaucoup ont fait remarquer que les sources de capitaux privés peuvent jouer un rôle important dans l'investissement public. Toutefois, pour débloquer les capitaux nécessaires, les investisseurs ont souligné la nécessité de clarifier et d'orienter davantage la politique climatique et le cadre réglementaire du Canada. Si les gouvernements offrent plus de clarté, les investisseurs seront plus disposés à prendre les risques intergénérationnels associés aux investissements à long terme dans les infrastructures. En plus de la clarté, les investisseurs ont souligné l'importance des flux de trésorerie de leurs investissements comme catalyseur clé de leurs décisions d'investissement. De plus, les propriétaires d'actifs du secteur public devront examiner les possibilités de participation de capitaux privés pour aider à la construction de nouvelles infrastructures et de nouveaux bâtiments.

Le Canada a l'occasion de mettre au point des solutions de transition plutôt que de se contenter d'adopter des solutions élaborées par d'autres. Pour de nombreux investisseurs mondiaux, la promotion de l'ingéniosité et de l'innovation du Canada peut également contribuer à attirer d'importants investissements nécessaires à la transition. Toutefois, comme l'a fait remarquer un des experts, les entreprises canadiennes innovantes doivent relever le défi de développer leurs idées au niveau national et sont parfois promptes à vendre leur propriété intellectuelle à d'autres marchés concurrents tels que les États-Unis. Bien qu'il existe souvent des réservoirs de capitaux privés plus importants pour soutenir les technologies de démarrage en Europe et aux États-Unis, les investisseurs canadiens ont souligné leur volonté de soutenir les idées et les solutions canadiennes innovantes. De plus, les investisseurs peuvent être des partenaires efficaces pour soutenir l'innovation en fournissant non seulement les capitaux nécessaires, mais aussi les connaissances en matière de passation de marché et de gestion des risques. Pour débloquer efficacement les capitaux privés, le

Canada aura besoin d'une structure de politiques favorable qui encourage le secteur privé à investir dans les solutions innovantes du Canada.

Dans de nombreux cas, le secteur privé a été réticent à investir dans des projets en raison du profil de risque associé à la transition climatique. Pour soutenir la mobilisation des capitaux, la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) s'efforce de mobiliser la participation du secteur privé à de grands projets d'infrastructure complexes et de grande qualité qui sont dans l'intérêt du public. Contrairement aux investisseurs privés et institutionnels, la BIC possède une plus grande capacité à assumer une partie de ce risque et à fournir des capitaux patients, augmentant ainsi le bassin global d'investisseurs pour ces projets. Avec son engagement à fournir des conseils aux promoteurs du secteur public et à mettre en œuvre son expertise particulière pour réaliser des transactions, la BIC structure les investissements de façon à les rendre efficaces pour toutes les parties et comble ainsi un vide dans des projets qui n'auraient pas été réalisés autrement. Dans le cadre de son plan de croissance récemment annoncé, la BIC met en œuvre des pratiques de financement durable dans des secteurs clés tels que l'énergie propre, la rénovation énergétique et les bus à zéro émission.

Pour conclure la discussion, les experts et expertes ont convenu qu'après avoir démontré peu d'intérêt il y a dix ans, les investisseurs et les institutions financières du secteur privé canadien sont devenus beaucoup plus enclins à fournir le capital et le financement durables nécessaires à une bonne transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Ils et elles ont convenu que la recherche sur la mobilisation des marchés financiers fournit une solide feuille de route pour l'action et que le secteur privé peut apporter la majorité des fonds d'investissement pour la transition du Canada. Ils et elles se sont montrés optimistes, car de leur avis, une fois que les capitaux se déplacent, il ne faut pas beaucoup de temps pour que les différents types d'actifs se constituent et que les industries évoluent. Le marché privé opte pour le financement durable non pas parce qu'il a été réglementé et signalé par les décideurs et décideuses politiques et autres décideurs et décideuses du monde entier, mais parce que les acteurs du marché pensent que cela est économiquement judicieux. En effet, les experts et expertes ont convenu que le secteur privé est le moteur du programme de financement vert et qu'il progresse probablement plus vite que le secteur public.



# SESSION 3 : AMÉLIORER LE FINANCEMENT DURABLE PAR UNE TAXONOMIE DE TRANSITION CANADIENNE ET UN MARCHÉ CANADIEN DES INSTRUMENTS VERTS À TAUX FIXE

## Points saillants

- Le développement d'une taxonomie de transition est un élément crucial qui sous-tend le marché des instruments verts à taux fixe, durables et orientés vers la transition. La création d'une taxonomie, ou d'un système de classification unifié, peut aider à éviter toute fragmentation inutile du marché. Une taxonomie peut aider à définir les exigences en matière de divulgation pour les entreprises qui recherchent un financement vert, réduisant ainsi l'ambiguïté et augmentant le montant des investissements pour la transition.
- Des travaux sont actuellement en cours pour élaborer des taxonomies qui seraient appliquées au financement de la transition au Canada, travaux impliquant les acteurs de l'ensemble du secteur des services financiers et d'autres secteurs. Pour mobiliser suffisamment de capitaux pour la transition, il faudra utiliser les outils du marché pour faciliter et démarrer la transition.
- Le secteur privé n'attend pas que le gouvernement lance ces initiatives, bien que la participation du gouvernement soit nécessaire pour promouvoir des normes de financement de la transition qui pourraient être reconnues à l'échelle internationale.
- Le Canada pourrait être un champion mondial du financement de la transition, s'il peut développer une taxonomie du financement et des normes de rendement pouvant simultanément : promouvoir la transition et réduire les émissions de GES de la production d'énergie; répondre aux besoins de financement de la transition de l'industrie de l'énergie et de ses financiers au Canada; et obtenir l'acceptation internationale.

## Contexte

Avec l'émergence des marchés mondiaux du financement vert et durable, de nombreux secteurs au Canada voudront s'assurer l'accès à des capitaux d'investissement durables et à une diversité de produits et services financiers verts et pour la transition, ainsi qu'aux marchés à taux fixe tels que les obligations vertes, les prêts et les hypothèques. Alors que le Canada élabore un système de classification – ou taxonomie – pour développer un langage commun pour le financement durable, une taxonomie canadienne devra également s'aligner sur les cadres mondiaux tels que la taxonomie de l'Union européenne, les définitions de l'Initiative des obligations climatiques et les Principes des obligations vertes.

La table ronde a fait le point sur l'état d'avancement de la taxonomie de transition canadienne et sur l'expansion du marché des obligations vertes à taux fixe, les émetteurs, les souscripteurs et les investisseurs partageant leur expérience et leur point de vue sur la façon dont ils ont intégré et appliqué la taxonomie dans leurs modèles d'affaires. La table ronde a également examiné les défis et les possibilités, ainsi que les priorités à court, moyen et long termes, pour les secteurs public et privé afin de développer une taxonomie de transition canadienne et l'expansion du marché des instruments verts à taux fixe.

La troisième table ronde était animée par [Glen Hodgson](#), associé du FPP, qui possède une vaste expérience en macroéconomie et en finance internationale, notamment en financement durable.

## **Discussion**

Dans l'allocution d'ouverture, Krista Tukiainen a souligné les développements internationaux en matière de taxonomie et de normes pour les obligations vertes et pour le financement de la transition. Des règles volontaires pour les obligations vertes existent depuis un certain temps, mais les taxonomies et les normes relatives aux obligations vertes évoluent rapidement vers des procédures obligatoires, voire une législation, dans l'Union européenne (UE). Au cours de la dernière décennie, l'expansion des marchés d'instruments verts à taux fixe a permis de financer différents types de solutions pour lutter contre les changements climatiques. L'Europe a été parmi les premiers à prendre l'initiative de créer un marché d'instruments verts à taux fixe. Cependant, d'autres régions telles que l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique rattrapent rapidement leur retard dans le développement et l'harmonisation de leurs propres taxonomies vertes, durables et de transition et dans l'expansion des marchés d'instruments verts à taux fixe.

Le développement d'une taxonomie est un élément crucial qui sous-tend le marché des instruments verts à taux fixe, durables et de transition. Les experts et expertes ont convenu que la création d'une taxonomie, ou d'un système de classification unifié, peut aider à éviter toute fragmentation inutile du marché, et à réduire et prévenir les répercussions de l'écoblanchiment. Une taxonomie peut aider à définir les exigences de divulgation pour les entreprises qui recherchent un financement vert, réduisant ainsi l'ambiguïté et augmentant le montant des investissements sur le plan ESG.

Le récent rapport de l'Initiative des obligations climatiques (IOC) et du Crédit Suisse décrit les conditions qu'ils attachent au financement de la transition. Les grands émetteurs de GES ont un rôle essentiel à jouer dans la réduction des émissions mondiales mais sont encore largement absents du développement du financement vert. Cette lacune offre une occasion de façonner et de financer leur transition durable.

Cinq principes sont proposés pour un financement crédible de la transition :

1. Il doit être conforme à une trajectoire de 1,5 degré. Tous les objectifs et cheminements doivent s'aligner sur le principe de carboneutralité d'ici 2050 et sur une réduction de près de moitié des émissions d'ici 2030.
2. Les objectifs et les cheminements à suivre sont fondés sur la science.
3. Les compensations ne comptent pas.
4. La viabilité technologique l'emporte sur la compétitivité économique. Les cheminements à suivre doivent inclure une évaluation des technologies actuelles et prévues, même si elles sont relativement coûteuses.
5. Des actions, pas des promesses. Une transition crédible est soutenue par des mesures opérationnelles, et non par un engagement ou une promesse.

Il existe toutefois des lacunes dans ce cadre de transition proposé, qui repose sur la disponibilité de cheminements de transition définis. Les industries à fortes émissions telles que le secteur pétrolier et gazier, l'extraction minière, le transport maritime, l'industrie lourde et l'aviation n'ont pas encore été examinées et sont toujours en cours de développement.

Au Canada, le rapport du Groupe d'experts a recommandé (Recommandation 9.1) de soutenir l'expansion de taxonomies canadiennes à taux fixe axées sur la transition, idéalement en travaillant avec d'autres pays ayant des dotations en ressources similaires pour définir une catégorie taxonomique axée sur la transition englobant les projets bénéfiques pour l'environnement qui ne répondent pas aux critères écologiques internationaux. Les activités et les critères définis par la taxonomie de transition aideront le Canada à effectuer une transition vers une économie à zéro émissions nettes d'ici 2050. Bien que son économie soit basée sur les ressources naturelles avec des secteurs clés émetteurs de GES, le Canada est également un chef de file dans le développement de solutions technologiques nécessaires pour atteindre l'objectif d'émissions nulles. Contrairement à d'autres économies du monde qui sont davantage axées sur les services, le Canada doit gérer judicieusement sa transition pour atteindre ses objectifs climatiques.

Comme l'ont indiqué Peter Johnson et les autres experts et expertes, des travaux axés sur l'Association canadienne de normalisation (Groupe CSA) et impliquant des acteurs de l'ensemble du secteur des services financiers et d'autres secteurs sont actuellement en cours au Canada pour élaborer des taxonomies qui seraient appliquées au financement de la transition au Canada. Il est reconnu que pour mobiliser suffisamment de capitaux pour la transition, il faudra utiliser les outils du marché pour faciliter et amorcer la transition. Ils ont considéré les avis du Groupe d'experts comme un complément, s'inspirant des activités et

des cadres existants tels que l'Union européenne et reconnaissant que le Canada ne peut pas faire cavalier seul dans l'économie mondiale.

L'objectif initial est de définir le financement de la transition sur le marché canadien. Ce travail pourrait aider à définir une norme internationale et à combler le vide qui vient d'être constaté pour les grands émetteurs. Le Groupe d'experts n'a pas attendu que le gouvernement lance ces initiatives, bien qu'il reconnaisse que la participation du gouvernement sera nécessaire pour promouvoir des normes de financement de la transition qui pourraient être reconnues à l'échelle internationale. De plus, on a souligné que le Canada pourrait être un champion mondial du financement de la transition par l'entremise d'institutions telles que l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Le Groupe CSA a cerné et priorisé sept secteurs : l'énergie, les transports, les mines, l'agriculture, les services publics, la foresterie et la fabrication.

Le défi du financement de la transition consistera à élaborer une taxonomie canadienne pour le financement et des normes de rendement qui puissent être appliquées simultanément :

- promouvoir la transition et réduire les émissions de GES provenant de la production d'énergie;
- répondre aux besoins de financement pour la transition de l'industrie énergétique et de ses financiers au Canada; mais aussi
- obtenir l'acceptation internationale et garder la porte ouverte aux sources internationales de capitaux qui pourraient aider à financer la transition.

Contrairement à l'Union européenne, qui dispose d'un cadre et d'exigences réglementaires étendus, solides et détaillés en matière de financement durable, le Canada ne possède pas de cadre de financement durable. L'initiative du Groupe CSA ne vise pas l'élaboration d'une politique; elle veut plutôt créer un ensemble de cadres financiers pouvant être mis en œuvre par les systèmes financiers au Canada et dans le reste du monde pour mobiliser des capitaux afin de soutenir la transition du Canada.

## SESSION 4 : SOUTENIR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE DU CANADA PAR LE RECOURS AU FINANCEMENT DURABLE

### Points saillants

- Le secteur pétrolier et gazier est un employeur, innovateur et exportateur de premier plan, mais il constitue aussi une des plus grandes sources d'émissions de GES au Canada, depuis la production jusqu'à l'utilisation.

- Le secteur a besoin d'un discours commun défini par les acteurs de l'industrie, la communauté des investisseurs et les gouvernements afin de débloquer les capitaux nécessaires pour soutenir la transition du secteur.
- Les entreprises attendent des gouvernements qu'ils offrent une certitude renforcée en matière de politiques pour faciliter la transition vers un secteur pétrolier et gazier à faibles émissions de carbone au Canada. Une plus grande certitude en matière de politiques et réglementation améliorerait la capacité de l'industrie pétrolière et gazière à attirer les capitaux nécessaires pour soutenir ses investissements dans la transition du secteur de l'énergie.
- La communauté des investisseurs souhaite participer à la transition vers un secteur pétrolier et gazier à faibles émissions de carbone au Canada, mais le profil risque-rendement concurrentiel doit être présenté de façon plus transparente.

## Contexte

Le secteur pétrolier et gazier est un pilier de la fondation économique du Canada. Comme l'a noté David Dodge, ancien gouverneur de la Banque du Canada, dans un [récent document pour le FPP](#), le pétrole et le gaz ont contribué à hauteur de 76,6 milliards de dollars nets aux exportations en 2019. Pour tout dire, l'économie du Canada a absolument besoin d'un secteur énergétique solide et écologiquement durable pour être dynamique et croissante. Le pétrole et le gaz constituent une composante importante de ce secteur et doivent par conséquent être un acteur clé dans les discussions sur le financement durable.

Toutefois, le secteur est aussi une des plus grandes sources d'émissions de GES, depuis la production jusqu'à l'utilisation. En tant qu'entités cotées en bourse, les compagnies pétrolières et gazières canadiennes doivent faire face à d'intenses pressions sur de multiples fronts. Il peut s'agir de la concurrence des grands producteurs souverains (tels que les entreprises publiques en Russie, en Chine et au Moyen-Orient) ou de la nécessité de faire face aux pressions croissantes de la société et au changement d'attitude des investisseurs envers les changements climatiques.

Dans un même temps, l'industrie pétrolière et gazière joue et doit continuer à jouer un rôle central dans la transition énergétique mondiale vers un avenir à faibles émissions de carbone. Mais pour cela, le secteur a besoin des investissements nécessaires pour relever le défi. La voie à suivre exige un financement durable qui soutienne la recherche, le développement et l'adoption de technologies nécessaires pour parvenir à un secteur pétrolier et gazier à faibles émissions et compétitif au niveau mondial.

La quatrième table ronde était animée par [Joseph Lougheed](#), associé de Dentons Canada LLP, qui a apporté à la discussion une expertise juridique considérable dans le secteur pétrolier et gazier.

## Discussion

Pilier de la fondation économique du Canada, le secteur pétrolier et gazier est un employeur, innovateur et exportateur de premier plan. Toutefois, le secteur est aussi une des plus grandes sources d'émissions de GES, depuis la production jusqu'à l'utilisation. Dans le cadre des objectifs climatiques du Canada, de nombreuses compagnies pétrolières et gazières ont fait la promesse d'atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, en s'engageant à transformer leur structure et leurs activités. En tant qu'industrie à forte intensité de capitaux, le secteur pétrolier et gazier a besoin d'un discours commun défini par les acteurs de l'industrie, les investisseurs et les gouvernements afin de débloquer les capitaux nécessaires pour soutenir la transition du secteur.

Les experts et expertes ont présenté un certain nombre d'idées sur la façon de fournir du financement pour permettre au secteur pétrolier et gazier d'effectuer une transition vers de plus faibles émissions. Davinder Valeri, de CPA Canada, a souligné qu'il n'est pas nécessaire de réinventer la roue. Une multitude de travaux et de recommandations concrètes sont déjà disponibles, notamment la recherche émergente sur la mobilisation des capitaux, ainsi que les recommandations et l'analyse du rapport du Groupe d'experts en financement durable. Le Canada peut s'appuyer sur une base solide de travaux déjà réalisés sur plusieurs années.

Dans le cadre de la transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone, la transition du secteur pétrolier et gazier est une question d'intérêt national pour chaque Canadien et Canadienne et pour tous les secteurs, au regard de sa composition dans le bouquet énergétique du Canada et de l'importance du secteur dans l'économie globale du pays. De plus, les experts et expertes ont reconnu que le secteur pétrolier et gazier continuera à jouer un rôle crucial dans l'économie canadienne d'ici 2030 et 2050. Toutefois, les produits dérivés de ce secteur seront utilisés de façon très différente de celle d'aujourd'hui.

La plupart des acteurs du secteur pensent que le Canada extraira et utilisera des combustibles fossiles dans une économie à émissions nulles. Le secteur est soumis à une forte concurrence depuis des décennies, mais les plus grands acteurs canadiens sont désormais incités à se regrouper et à fédérer leurs efforts. Il est nécessaire d'encourager la collaboration et l'alignement à l'échelle de l'industrie pendant le cheminement vers l'économie à émissions nulles.

Les entreprises attendent des gouvernements qu'ils offrent une certitude renforcée en matière de politiques et de réglementation pour faciliter la transition dans le secteur pétrolier et gazier au Canada. Étant donné l'importance du secteur pour l'économie canadienne et l'ampleur des capitaux nécessaires à long terme pour sa transition vers un émetteur à faibles émissions de carbone, les parties prenantes, particulièrement les investisseurs, attendent des gouvernements de tous les ordres qu'ils mettent en œuvre des politiques coordonnées visant à soutenir les flux de capitaux pour financer la transition du secteur. Une plus grande certitude en matière de politiques et de réglementation améliorerait la capacité de l'industrie pétrolière et

gazière à attirer les capitaux nécessaires pour soutenir ses investissements pendant la transition du secteur de l'énergie.

Les acteurs du secteur et la communauté des investisseurs doivent définir une voie commune ou un discours commun, qui sera soutenu aux niveaux national et international. Davinder Valeri a souligné que la formulation d'un tel discours devrait être fondée sur des faits, indépendante et neutre, s'appuyant sur un engagement de tous les secteurs. Un engagement important des principales parties prenantes, telles que les communautés des Premières Nations et les communautés marginalisées, aidera à renforcer la crédibilité et à assurer une transition juste pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes. Certains experts et certaines expertes ont estimé qu'il était nécessaire d'élaborer une stratégie énergétique nationale, à la fois pour la transition vers la carboneutralité et pour la transition à long terme de l'économie dans son ensemble.

Comme l'ont fait remarquer nos experts et expertes du secteur financier, la communauté des investisseurs souhaite participer en partageant ses connaissances et son expertise pour soutenir une transition à faibles émissions de carbone dans le secteur pétrolier et gazier du Canada. Toutefois, le profil risque-rendement concurrentiel doit être présenté de façon plus transparente. Les investisseurs ont besoin de divulgations détaillées décrivant les objectifs de décarbonation et les plans de mise en œuvre, ainsi que d'un plan de diversification pour la croissance au-delà des combustibles fossiles, qui examine de façon plus exhaustive le secteur énergétique canadien. Pour mieux se positionner afin d'attirer des capitaux, les compagnies pétrolières et gazières canadiennes sont encouragées à améliorer la qualité de la divulgation de leurs stratégies à court et à long termes pour être compétitives dans un avenir à faibles émissions de carbone. De nombreux investisseurs ont remarqué que la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) est un cadre recommandé aux entreprises. La communauté des investisseurs et l'industrie pétrolière et gazière estiment qu'il existe de nombreux domaines d'alignement sur le cheminement vers l'objectif d'émissions nulles et reconnaissent que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone au Canada va largement au-delà du secteur pétrolier et gazier.

En ce qui concerne l'ampleur du financement nécessaire à la transition, la recherche menée au Institute on Sustainable Finance de l'Université Queen's a permis d'estimer qu'il fallait mobiliser environ 26 milliards de dollars pour réduire de 30 % les émissions du secteur pétrolier et gazier d'ici 2030. Ryan Riordan, coauteur du rapport et professeur agrégé à la Smith School of Business, souligne que bien que ce chiffre semble important, il ne représente que la moitié du montant estimé pour le secteur des transports, qui représente à peu près la même taille économique. On estime que les coûts technologiques dans le secteur pétrolier et gazier sont nettement inférieurs aux coûts technologiques ou aux coûts de réduction dans le secteur des transports.

Les récents développements mondiaux en matière de réglementation et de politique de financement durable, tels que la taxonomie verte de l'Union européenne et la divulgation financière obligatoire liée au

climat au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande, incitent fortement le Canada à développer une approche unifiée dans l'intérêt national. Le Canada dispose d'un délai très court pour prendre des décisions sur le financement de la transition du secteur pétrolier et gazier. Le Canada a la possibilité d'être un chef de file dans la transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone en décarbonant son secteur énergétique; en promouvant l'innovation et en exportant ses solutions pour soutenir la décarbonation d'autres pays qui dépendent des ressources naturelles; en tirant parti des travaux de base existants; en élaborant une taxonomie de transition; en créant un cadre réglementaire qui encourage les investissements de capitaux; en mettant à l'échelle les innovations en matière de technologies propres; et en promouvant et en soutenant les partenariats entre le gouvernement et le secteur privé. Le Canada peut atteindre ses objectifs climatiques de 2030 et 2050 tout en devenant un chef de file mondial sur le cheminement vers la carboneutralité. Bref, le Canada doit décider s'il veut devenir décideur politique ou s'il veut plutôt suivre les autres en matière de politiques.



# ANNEXE

## Présentation et experts et expertes pour la session 1 : Améliorer les données et les analyses climatiques au Canada pour permettre le financement durable

- [Barbara Zvan](#), présidente-directrice générale, University Pension Plan Ontario
- [Katherine Monahan](#), associée de recherche principale, Institut pour l'IntelliProspérité
- [Dalia Al-Ali](#), gestionnaire de projet senior, Réseau canadien de l'eau
- [Susan AnceI](#), directrice, One Water Planning, EPCOR Water Services Inc.
- [Andrew Hall](#), directeur, Finance durable, Groupe TMX
- [Rob Wesseling](#), président-directeur général, Groupe Co-operators limitée
- [Robert Litterman](#), président, Risk Committee, et associé fondateur, Kepos Capital

## Présentation et experts et expertes pour la session 2 : Développer un plan de mobilisation des capitaux pour la transition vers une économie à faibles émissions de carbone

- [Sean Cleary](#), directeur administratif, Institute of Sustainable Finance, et professeur de finance, Smith School of Business, Université Queen's
- [Ryan Riordan](#), directeur de la recherche, Institute of Sustainable Finance, et professeur de finance, Smith School of Business, Université Queen's
- [John Casola](#), chef des investissements, Banque de l'infrastructure du Canada
- [Richard Manley](#), directeur général et chef de l'investissement durable, Investissements RPC
- [Deborah Ng](#), chef de l'investissement responsable, Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
- [Ben Vaughan](#), chef de l'exploitation, Infrastructure, Brookfield Asset Management
- [Amy Liane West](#), cheffe mondiale, Finance durable et transitions d'entreprises, Valeurs Mobilières TD
- [Jim Leech](#), chancelier de l'Université Queen's, ancien président-directeur général du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et président du conseil consultatif de du Institute of Sustainable Finance

### **Présentation et experts et expertes pour la session 3 : Améliorer le financement durable par l'entremise d'une taxonomie de transition canadienne et d'un marché canadien des instruments verts à taux fixe**

- [Krista Tukiainen](#), chef de la recherche, Initiative des obligations climatiques
- [Peter Johnson](#), président, comité technique CSA, directeur, Taxonomie de transition canadienne et financement durable, Risques et opportunités environnementaux et sociaux de la Banque Scotia.
- [Siddharth Samarth](#), directeur administratif, Financement durable, Marchés des capitaux CIBC, CIBC
- [Ian Lorimer](#), vice-président, dirigeant principal des finances, FortisBC
- [Alison Schneider](#), vice-présidente, Investissement responsable, Alberta Investment Management Corporation
- [Gordon Beal](#), vice-président, Recherche, orientation et soutien, CPA Canada
- [Glen Hodgson](#), associé, FPP

### **Présentation et experts et expertes pour la session 4 : Soutenir l'industrie pétrolière et gazière du Canada par le recours au financement durable**

- [Joseph Lougheed](#), associé, Dentons Canada LLP
- [Davinder Valeri](#), directrice, Stratégie, risques et gestion de la performance, CPA Canada
- [Ryan Riordan](#), professeur agrégé et éminent professeur de finance, directeur de recherche, Institute for Sustainable Finance, Université Queen's
- [Janet Annesley](#), vice-présidente principale, Affaires générales et ressources humaines, Husky Energy
- [Kent D. Kaufield](#), leader, énergie, EY Canada
- [Kent Ferguson](#), cochef, énergie mondiale, Marchés des capitaux RBC



**FORUM DES  
POLITIQUES  
PUBLIQUES**